

# CLASSES EN LUTTE...

Fédération CNT des Travailleuses et Travailleurs de l'Éducation

n°128

*Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique*

## Chef, oui chef

*Les méthodes de management arrivent dans l'éducation nationale depuis de nombreuses années déjà. Un cap, que disons-nous, une péninsule, a cependant été franchie avec la réforme de l'évaluation des enseignants. Calqués sur les changements ayant mené à la privatisation de France Télécom, EDF ou La Poste, les derniers textes de notre ministère sont assez clairs : un chef tout puissant, qui décide de ses objectifs, crée ses équipes, évalue ses sous-fifres, etc.*

### On ne veut pas être bien « managés » !

Quelles que soient les « compétences » du chef, le principe de la réforme consiste à lui donner le pouvoir de « pilotage » de l'équipe pédagogique. Son arme : l'évaluation individuelle. Dans les premières tentatives de mise en place par de zélés soldats du ministre - qui le vaut bien - (inspecteurs, chefs d'établissement), on remarque tout d'abord la forte présence de l'auto-évaluation. Auto-flagellation ? Promis, chef, la prochaine fois je ferai mieux pour que mes élèves acquièrent la compétence 26-a.2.1. Oui, chef, je peux réussir un peu mieux, même si vous me supprimez mon collègue et que je prends toutes ses heures, et même si vous me rajoutez une dizaine d'élèves par classe. Oui, chef, je multiplierai les évaluations des élèves, vous fournirai les courbes d'évolution nominatives d'évolution d'acquisition des compétences, et je les mettrai en ligne. Oui, chef, je viendrai pendant les vacances pour faire travailler mes élèves « en difficulté ». Oui, chef...

Il est clair que l'individualisation des carrières va à l'encontre de l'intérêt des élèves et des profs. Les supérieurs hiérarchiques pourront plus facilement être obéis, faire appliquer les réformes liberticides (fichage des élèves, programme rétrogrades obligatoires, évaluations répétées...). Par conséquent, la qualité de certains chefs, mise en

avant par certains collègues, nous importe peu. On ne veut pas être bien managés !

### C'était mieux avant ?

Avant, c'était l'inspection. Infantilisante, sensée conseiller et sanctionner deux opérations qui s'excluent. Les inspecteurs font exactement ce que devront faire les chefs de demain. Et leurs soi-disant compétences pédagogiques sont risibles, eux qui ont décidé de ne plus avoir d'élèves, s'ils en ont jamais eu. Tous les conseils qu'ils peuvent donner sont annihili-

pire, celui à venir ? C'était quand même mieux avant, vu qu'on voyait assez rarement ces tristes sires !

### Vive le collectif

Contrairement à ces méthodes qui individualisent le travail enseignant, nous préférons le travail en équipe. On nous dit souvent qu'il nous faut rendre des comptes. Oui, pourquoi pas, mais à nos collègues, à nos élèves, pas aux chefs. Pourquoi d'ailleurs les élèves n'ont-ils jamais le droit à la parole ? Parce que le système hiérarchique qu'on nous impose est aussi imposé par les enseignants aux élèves. Nous préférons un système dans lequel tout le monde a son mot à dire. Un système dans lequel l'apprentissage est décidé avec les élèves, leurs parents, et évidemment les enseignants. Sans punition pour les élèves, sans chantage à l'avancement d'échelon pour les profs. Sans rivalités au sein des équipes comme au sein des classes.

### En grève !

Pour toutes ces raisons, nous pensons qu'il faut lutter contre ce projet, pas seulement pour en rester où nous en sommes au-

jourd'hui, mais pour en finir une fois pour toute avec la gestion managériale, de type capitaliste, concurrentielle, de l'acte éducatif. En outre, cerise sur le gâteau, il apparaît que l'État en profiterait pour freiner les promotions... Étonnant, non ?



lés par leur fonction. D'ailleurs, combien d'inspecteurs osent critiquer une directive ministérielle ? Pire, combien osent ne pas l'appliquer ? Réponse : aucun (et le seul qui ait osé n'a plus de fonction d'inspection depuis plusieurs années). C'est à se demander si ce système n'a pas engendré, en

« Ça ne change rien . » voilà ce que Sarkozy promettait au lendemain de la perte du triple A français. Il nous assurait que ce ne serait pas les agences de notation qui dicteraient la politique économique hexagonale. Pourtant c'est exactement ce qu'il fait, une nouvelle fois il annonce un plan d'austérité supplémentaire pour « rassurer les marchés », faisant payer le plus lourd tribut aux travailleurs.

Comme d'habitude tout est permis pour sauver les profits des possédants. Cette fois-ci on nous promet des lendemains qui chantent si on gagne quelques centimes de productivité. Quelle poudre au yeux !

Les exonérations patronales représentent déjà près de 30 milliards et bien que chaque année la Cour des Comptes dénonce leur inefficacité, Sarkozy en rajoute 13 milliards avec la bénédiction du discours ambiant. Les profits du CAC 40 s'annoncent une nouvelle fois en dizaines de milliards d'euros et ce sera toujours aux mêmes de se serrer la ceinture.

La « TVA antisociale » contribuera à 11 des 13 milliards d'euros des nouvelles exonérations patronales alors que la relative augmentation de la CSG sur les revenus du capital ne fournira que 2 milliards. C'est 11 milliards de plus de sous-tirés de nos poches et offerts au bon-vouloir des entreprises.

Pourtant, que ce soit dans les différentes exonérations ou dans la récente baisse de la TVA sur la restauration, ces systèmes ont largement prouvé leur inefficacité et il est clair que cette nouvelle réforme n'est rien d'autre qu'une escroquerie supplémentaire dans le palmarès de Sarkozy.

Il est évident que cette hausse de la TVA produira aussi d'autres effets pervers, notamment une hausse des prix à travers les effets de seuil. La tendance est connue, quand une taxe augmente, les prix ont toujours tendance à être répercu-

tés au-delà de la simple application de la nouvelle taxe.

Toujours dans sa droite ligne de reculs sociaux, Sarkozy a aussi accordé le pouvoir aux entreprises de revoir à la baisse les conditions de travail, sans avoir à obtenir l'assentiment individuel des salariés. Ainsi, s'il y a un accord d'entreprise, paraphé par des syndicats représentant au moins 30% des voix, les pires reculs sociaux (rémunération, temps de travail...) seront possibles. Une nouvelle fois les travailleurs ne pourront compter que sur



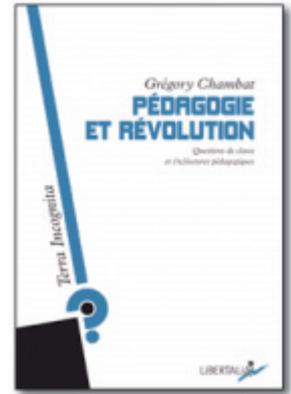
eux-mêmes pour imposer d'autres choix à un patronat toujours plus chouchouté par les pouvoirs publics.

Enfin les grandes déclarations écologistes du gouvernement sont bien enterées. Elles se retrouveront bientôt bétonnées par les hectares que Sarkozy offrent aux promoteurs à travers l'annonce de 30% d'augmentation des surfaces constructibles. Il faut croire que l'exemple du récent effondrement immobilier de l'Espagne n'a pas suffi et il serait plus urgent de faire appliquer le taux minimum de 20% de logements sociaux par commune. Mais il est vrai qu'il faudrait pour cela que Sarkozy commence par s'en prendre à son ancien fief de Neuilly, qui pointe à peine à 3,6% !

Ce troisième plan d'austérité montre clairement une accélération des réformes réactionnaires. Les deux premiers étant

passés dans une quasi-atonie syndicale, ce nouveau plan essore encore davantage les plus précaires.

Il est illusoire de croire que les prochaines présidentielles changeront quoi que ce soit à cette donne, les candidats des différents grands partis étant d'accord sur la sauvegarde du système actuel. Dans une situation aussi dégradée, il ne dépend que des travailleurs d'utiliser la meilleure arme qu'ils possèdent: la grève générale, seule à même de faire plier un gouvernement aux ordres des possédants.



### Pédagogie et révolution, Grégory Chambat

Questions de classe et (re)lectures pédagogiques.

Recueil des chroniques "(Re)lectures pédagogiques" publiées dans la revue N'Autre école. Cantonné à la seule question des moyens ou englué dans l'artificielle querelle opposant ré-ac-publicains et pédagogistes, le débat autour de l'école est aujourd'hui dans l'impasse.

Proposer une relecture des « classiques » de la pédagogie et questionner leur actualité à la lumière des enjeux présents est une manière de réactiver cette inspiration révolutionnaire qui guidait les éducateurs d'hier. De Francisco Ferrer à Jacques Rancière, en passant par Célestin Freinet, Paulo Freire ou Ivan Illich, ce recueil de chroniques publiées dans la revue N'Autre école esquisse le bilan d'un siècle de pratiques et de luttes pour une éducation réellement émancipatrice.

Commander le livre par internet sur le site de la revue (14 €, frais de port inclus)

La CNT-FTE est un syndicat indépendant qui fonctionne sans subvention, uniquement avec les cotisations des adhérents. La CNT-FTE tourne en autogestion, tout est décidé en assemblées générales dans chaque syndicat, les mandats sont tournants et révocables à tout moment, il n'y a pas de permanents et tout travail est béné-

vole. Chaque syndicat appartient à une fédération. Nous appartenons à la fédération des travailleurs-ses de l'éducation. L'ensemble des fédérations forme la confédération.

**UN SYNDICAT** ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel.

**DE COMBAT** ! Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

**AUTOGESTIONNAIRE** ! Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes.

**SOLIDAIRE** ! Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société

égalitaire et autogérée.

**ANTICAPITALISTE** ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... un projet révolutionnaire.